

CHRONIQUES ALTERNATIVES INTERNATIONALES

La manne humanitaire

Rony Brauman

2004

Alternatives Internationales, n°19, décembre, 2004.

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

La manne humanitaire

Rony Brauman

A quels besoins l'aide internationale répond-elle ? Quels sont les problèmes auxquels les ONG et les agences de l'ONU tentent d'apporter des solutions ? Les réponses à ces questions semblent aller d'elles-mêmes. Ce sont les maux du sous-développement qui se nomment, dans leur forme aiguë : faim, misère, maladie, ou encore analphabétisme, exclusion sociale, sous-équipement, sous-médicalisation. Traduit dans la langue de l'assistance, cela s'écrit sous la forme des besoins fondamentaux et de la satisfaction de ceux-ci. Rien de plus simple, rien de plus évident. En apparence du moins, car le monde réel est bien loin de ces évidences.

La notion de « besoins essentiels », forgée par la Banque mondiale au début des années 70 est fondée sur l'idée d'une progression des sociétés par étapes qu'on pourrait résumer ainsi : le « vital » d'abord, indispensable, le « social » ensuite, nécessaire, et le reste, le superflu, qui vient après, comme une récompense. Mais en pratique, seuls les camps de réfugiés dont l'existence dépend des programmes d'assistance, sont organisés de l'extérieur, par les acteurs de l'aide, en fonction de la préservation des fonctions vitales¹.

C'est au nom de cette conception fondamentalement technocratique des besoins que des milliers de puits, très vite ensablés, ont été creusés dans la région du Sahel et qu'autant de dispensaires, de périmètres irrigués et autres « projets générateurs de revenus » ont vu le jour avant de s'ensabler, eux aussi. Jusqu'à la fin des années 80 environ, l'argent était relativement rare, les fonds publics étaient octroyés avec parcimonie aux ONG. Cette pénurie permanente était à la fois frustrante et bonne conseillère. Frustrante parce que les moyens disponibles - logistiques et humains - étaient bien loin des besoins ; et bonne conseillère parce que les restrictions imposaient de penser les priorités de l'action pour chaque ONG.

Depuis la fin de la guerre froide, des centaines de millions de dollars et d'Euros se sont déversés sur le mouvement humanitaire, du fait de l'entrée des États et des organisations internationales sur la scène de la solidarité. Une véritable industrie de l'humanitaire est apparue, avec une logique, des méthodes et des enjeux progressivement transformés. Une partie importante de l'action des ONG est alors passée, pour employer le vocabulaire de la théorie économique, d'une économie de la demande à une économie de l'offre : combien de programmes d'assistance - distributions de produits de base, réhabilitation de bâtiments, aide médicale - ont été engagés au cours de ces années, pour la simple raison qu'un budget était débloqué à cet effet et que, les « besoins » étant immenses, l'aide était toujours bienvenue.

Par le truchement d'ONG ravies de cette aubaine, on fait rouler une flotte de camions au Kosovo, on organise des distributions de boîtes de conserves au Tadjikistan, on finance des dispensaires au Timor ou au Libéria, simplement parce qu'il est bon que flotte dans ces contrées le drapeau bleu frappé des étoiles d'or. Comment les responsables d'ONG parviennent-ils à distinguer entre les missions répondant aux besoins des destinataires, et celles qui répondent aux besoins de l'organisation elle-même ?

Si ce genre de dérive prend de l'importance, ce n'est pas uniquement parce que les bailleurs de fonds les suscitent. Dans nos régimes malgré tout démocratiques, les ONG sont libres. Ici se pose le problème du contrôle démocratique du fonctionnement des associations. Le débat y est trop

¹ Cf Gilbert Rist, « Le développement, histoire d'une croyance occidentale », Presses de Sciences Po, Paris, 1996.

souvent disqualifié au nom de l'impérieuse nécessité des tâches à accomplir, et la contradiction présentée au mieux comme une perte de temps, au pire comme un bavardage destructeur. Pourtant, bien avant la réglementation et le contrôle, ce sont la délibération interne et le pluralisme qui sont les mieux à même de venir à bout de ces dérives. Ce sont donc, avant tout, les adhérents et les volontaires des ONG qui sont en situation de redresser la barre. A eux de le vouloir.